



Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets

Pour diffusion immédiate

COMMUNIQUÉ

Crise du recyclage: les mesures annoncées par la ministre Beauchamp jugées insuffisantes

Montréal, le 28 janvier 2009 - Le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED), qui regroupe plus de 90 organismes environnementaux répartis sur l'ensemble du territoire de la province, considère que les mesures annoncées par la ministre du Développement durable de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) ne permettront pas de régler la crise qui sévit actuellement dans le monde de la récupération des matières recyclables.

« Sans être mauvaises en soi, les mesures annoncées sont insuffisantes; je ne crois pas que demain matin tous les centres de tri au Québec se sentiront soulagés par cette annonce. » soutient Louis Charest, président du FCQGED. « Il risque d'y avoir des fermetures. » poursuit-il.

Le Front commun déplore aussi que la ministre n'ait pas saisi l'occasion afin d'annoncer des mesures plus structurantes dans le but de rendre le Québec moins dépendant des fluctuations des prix des matières recyclables. « Le modèle avec lequel on fonctionnait a démontré ses limites, il aurait été intéressant de voir annoncer des mesures telles une agence de mise en marché des matières recyclables ou l'obligation d'inclure un pourcentage de matières recyclées dans certains produits de consommation vendus ici. » commente Claude Messier, administrateur de l'organisme.

« Dans les faits, cette crise a toujours été abordée sous l'angle économique et la réponse de la ministre est d'abord et avant tout d'ordre économique. Il aurait été pertinent que l'aspect de l'environnement et du développement durable soit également considéré, notamment en favorisant l'utilisation des ressources en cycle continu. L'inaction a également un coût. » conclut Louis Charest.

-30-

Pour information : M. Karel Ménard, (514) 396-2686